



**PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL
DU SYNDICAT DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION COTE-BASQUE ADOUR
DU 19 MAI 2017**

Le Comité Syndical des Transports de l'Agglomération Côte basque-Adour, sur convocation du 12 mai 2017, affichée ce même jour s'est réuni en séance au 15 avenue Foch à Bayonne, le 19 mai 2017 à 08h30.

La séance est ouverte à 08h40 par Monsieur Claude OLIVE, Président. Il procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint.

Présents : Claude OLIVE, Président, Jean-René ETCHEGARAY, Philippe NEYS, Florence LASSERRE-DAVID et Jean-Marc LESPAGE, Vice-Présidents, Eric BONNAMY, Alain IRIART, Membres délégués, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Paul SALDUCCI, et Marie-Ange THEBAUD.

Absents ou excusés : Emmanuel ALZURI et Louis DARRIBEROUGE, Vice-Présidents, Michel VEUNAC, Michel SOROSTE, Jacques VEUNAC, Nathalie MOTSCH, Martine BISAUTA.

Procurations :

- Emmanuel ALZURI à Claude OLIVE
- Jacques VEUNAC à Florence LASSERRE-DAVID
- Louis DARRIBEROUGE à Marie-Ange THEBAUD
- Martine BISAUTA à Jean-Paul SALDUCCI
- Michel SOROSTE à Jean-René ETCHEGARAY.

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°1 : ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DES 5 ET 12 AVRIL 2017.

Monsieur Claude OLIVE, Président, soumet à l'approbation de l'assemblée les procès-verbaux des séances du Comité Syndical du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour des 5 et 12 avril 2017.

DONT ACTE

OJ N°2 : MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS AU PRESIDENT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Afin de donner plus de souplesse à la vie administrative territoriale, le législateur a prévu un certain nombre de dispositions permettant aux exécutifs locaux d'exercer des attributions qui relèvent normalement de l'organe délibérant.

En application des dispositions de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est ainsi demandé au Comité, de donner délégation au Président, pour la durée du mandat, pour exercer les attributions suivantes :

- procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder au réaménagement de la dette et au refinancement des contrats de prêts et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder à la réalisation et à la souscription des crédits ou lignes de trésorerie nécessaires à l'exécution d'un budget ;
- souscrire les marchés publics et les accords-cadres formalisés de travaux, fournitures et services, ainsi que les avenants d'ordre technique ou n'induisant aucune augmentation du montant des marchés ;

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services selon la procédure adaptée, lorsque les crédits sont prévus au budget, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
- résilier les marchés de travaux, fournitures et services formalisés ou en procédure adaptée ;
- passer les contrats d'assurance, les avenants et accepter les indemnités de sinistre ;
- créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour ;
- **signer les avances d'indemnisation urgentes, sur avis de la commission indépendante provisoire (a minima un expert-comptable), jusqu'à la mise en place effective de la commission d'indemnisation définitive et régularisées de manière définitive par celle-ci ;**
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 20 000€ (vingt mille euros) ;
- fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- intenter au nom du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte basque-Adour les actions en justice ou défendre celui-ci dans les actions intentées contre lui ;
- régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour, dans la limite des franchises prévues aux contrats d'assurance ;
- saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Les décisions prises par le Président en vertu de l'article L 5211-10 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour portant sur les mêmes objets.

Le Président doit rendre compte des décisions ainsi prises à chacune des réunions obligatoires du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour et celui-ci peut toujours mettre fin à la présente délégation.

En outre, et conformément aux dispositions des articles L 5211-9 et L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au Comité d'autoriser Monsieur le Président à déléguer tout ou partie de l'exercice de ses fonctions aux vice-présidents et membres du Bureau et aux fonctionnaires territoriaux visés à l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales.

Cette délibération annule et remplace celle du 05 avril 2017.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°3 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU RECEVEUR DU SYNDICAT POUR L'EXERCICE 2016.

Monsieur le Receveur a communiqué le compte de gestion 2016 du budget du Syndicat afin que le Comité Syndical puisse procéder à son examen et formuler, éventuellement, toutes observations ou réserves jugées utiles.

L'examen de ce document fait apparaître la stricte concordance des résultats avec le compte administratif 2016 soumis à cette même séance.

Aussi, il est demandé au Comité syndical :

- 1- Statuant sur l'ensemble des opérations budgétaires et non-budgétaires effectuées au cours de l'exercice 2016, d'arrêter le total des masses et le total des soldes figurant au compte de gestion conformément au tableau I annexé.
- 2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016, d'arrêter les résultats totaux des différentes sections budgétaires conformément au tableau II annexé.
- 3- De déclarer que le compte de gestion dressé pour 2016 par Monsieur le Receveur n'appelle aucune observation ni réserve.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°4 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016.

L'exécution du budget 2016 est marquée par une stabilisation des dépenses et une forte augmentation des recettes de fonctionnement, et donc de la capacité d'autofinancement (CAF). Cette CAF a permis d'assurer le financement de plus de 7 M€ de dépenses d'équipement sans nécessité de recourir à l'emprunt, l'encours de dette poursuivant ainsi sa baisse débutée en 2012.

I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
011	Charges à caractère général	297 345,04	714 747,00	430 239,09	60,19%	44,69%
012	Charges de personnel	411 973,33	455 000,00	454 858,03	99,97%	10,41%
014	Atténuations de produits	99 777,17	100 000,00	69 565,57	69,57%	-30,28%
65	Autres charges de gestion courante	19 289 152,03	19 477 000,00	19 215 922,22	98,66%	-0,38%
66	Charges financières	186 126,82	154 000,00	147 679,70	95,90%	-20,66%
67	Charges exceptionnelles	6 458,00	10 000,00	8 318,35	83,18%	28,81%
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00		
022	Dépenses imprévues	0,00	1 568 306,00	0,00	0,00%	
	Dépenses réelles	20 290 832,39	22 479 053,00	20 326 582,96	90,42%	0,18%
042	Opérations d'ordre entre sections	2 731 511,33	2 429 885,00	3 970 327,07	163,40%	45,35%
023	Virement à la section d'investissement		5 304 143,00			
	Dépenses d'ordre	2 731 511,33	7 734 028,00	3 970 327,07	51,34%	45,35%
	Total Dépenses de Fonctionnement	23 022 343,72	30 213 081,00	24 296 910,03	80,42%	5,54%

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 20,3 M€, et sont donc stables (+0,18% / +35 k€) par rapport à 2015, avec un taux de réalisation de 90%.

L'augmentation la plus nette (+45%, soit -132,8 k€) concerne les charges à caractère général (chapitre 011), notamment les contrats de prestation de services (+138,3 k€), avec une Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le renouvellement de la Délégation de Service Public s'élevant à 98 k€, un inventaire physique des biens du STACBA pour 17,5 k€, ainsi qu'une assistance juridique sur les changements induits par la loi NOTRe pour 17,5 k€.

Les charges de personnel (chapitre 012), qui correspondent au remboursement des personnels mis à disposition par l'Agglomération Côte Basque-Adour, s'élèvent à 455 k€ avec un taux de réalisation de 100%.

Les autres charges de gestion courante (chap. 65) sont stables à 19,2 M€ (-0,38% soit -73 k€).

La principale charge du Syndicat, à savoir la contribution forfaitaire versée au délégataire, s'est élevée à 17,18 M€ (soit -0,02% / -4 k€).

Les autres charges correspondent au coût du transport scolaire (1,65 M€, soit -2%), à la gestion du transport scolaire par le délégataire (104,8 k€, stable), au Pass'Uhabia (82,5 k€, soit -2,37 %), aux contrôles qualité (84 k€, stable), aux indemnités aux élus (42 k€, soit -19%) et à la subvention à l'AUDAP (stable à 60 k€).

Les charges financières (chapitre 66) diminuent significativement (-20%), suivant en cela l'évolution de l'encours de la dette.

Sont comptabilisées en dépenses d'ordre les dotations aux amortissements des immobilisations (3,97 M€).

2. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
73	Impôts et taxes	20 510 256,76	22 457 826,00	23 354 556,00	103,99%	13,87%
74	Dotations et participations	7 697 296,06	7 728 755,00	7 721 280,78	99,90%	0,31%
75	Autres produits de gestion courante	12 313,56	12 000,00	12 394,63	103,29%	0,66%
76	Produits financiers	9 757,03	2 000,00	2 075,90	103,80%	-78,72%
77	Produits exceptionnel	31 157,57	12 500,00	43 310,86	346,49%	39,01%
775	Cessions	680,20	0,00	10 820,60		1490,80%
Recettes réelles		28 261 461,18	30 213 081,00	31 144 438,77	103,08%	10,20%
042	Opérations d'ordre entre sections	342 201,11	0,00	1 529 621,72		346,99%
Recettes d'ordre		342 201,11	0,00	1 529 621,72		346,99%
Total Recettes de Fonctionnement		28 603 662,29	30 213 081,00	32 674 060,49	108,15%	14,23%

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 31,14 M€ et augmentent de 10,2%, soit +2,88 M€ avec un taux de réalisation de 103%.

Cette forte hausse s'explique essentiellement par l'évolution du chapitre 73, qui augmente de 13,87%, soit +2,8 M€ avec un taux de réalisation de 104%, du fait du changement du taux de la taxe versement transport à 2% au 1^{er} janvier 2016 (auparavant à 1,8%), majoré par la reprise économique.

Le chapitre 74 est stable à 0,3% (+24 K€). La plus forte augmentation concerne la participation des communes et des départements au financement du transport scolaire pour 563 k€ (soit +10%, +52 k€), du fait notamment de nouvelles conventions avec la ville de Tarnos et le Conseil Départemental 40 pour le transport des collégiens tarnosiens. A ces participations, sont ajoutées la Dotation Générale de Décentralisation perçue de l'Etat au titre du financement des transports scolaires (fixe depuis 2009 à 814 k€), ainsi que les participations des familles (312 k€).

Sont comptabilisées également dans ce chapitre les participations des communes, de l'Agglomération et du Centre Hospitalier aux navettes, en légère diminution à 1,13 M€ (-6,3% / -76 k€), mais pour lesquelles + 93,69 k€ sont ajoutés début 2017 au titre des régularisations de l'année 2016.

Quant aux contributions des collectivités membres au fonctionnement du STACBA, elles s'élèvent à 4,87 M€ (soit +1%, +48,3 k€).

Les recettes du chapitre 75 sont stables à 12 K€ avec un taux de réalisation de 103%. Elles correspondent aux revenus des loyers des kiosques.

Les produits financiers (chapitre 76) constatent le montant reçu sur l'opération de couverture d'un emprunt (2 k€).

Les produits exceptionnels (chapitre 77) correspondent essentiellement à des subventions de l'ADEME, de SAFRAN et du Conseil départemental 40 pour l'élaboration du Plan de Déplacements d'Entreprise de Turboméca (33,65 k€), ainsi que des cessions de bus pour ferrailage (10,82 k€).

3. EQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Globalement, opérations réelles plus opérations d'ordre, la section de fonctionnement dégage un résultat excédentaire de 8 377 150,46 €.

La capacité d'autofinancement (CAF) est en nette hausse (+35,7%, +2,85 M€) et atteint 10,8 M€, soit un niveau très important équivalant à 34,7% des recettes réelles de fonctionnement.

	CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	Evolution 2015/2016
CAF (épargne brute)	7 970 629	7 734 028	10 817 856	139,87%	35,72%

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	RAR 2016
001	Résultat d'investissement reporté					
16	Emprunt et dette	981 101,77	993 000,00	992 872,91	99,99%	0,00
20	Immobilisations incorporelles	151 022,75	306 802,00	222 423,52	72,50%	43 712,00
204	Subventions d'investissement	36 344,00	255 200,00	30 655,93	12,01%	13 889,00
21	Immobilisations corporelles	2 263 177,77	8 425 270,00	5 112 896,14	60,69%	3 016 195,00
23	Immobilisations en cours (hors TCSP)	216 571,82	2 177 303,00	529 105,81	24,30%	1 648 195,00
23	TCSP	367 988,47	10 710 000,00	1 165 336,07	10,88%	0,00
020	Dépenses imprévues		1 700 221,00			
	Dépenses réelles	4 016 206,58	24 567 796,00	8 053 290,38	32,78%	4 721 991,00
040	Opérations d'ordre entre sections	342 201,11		1 529 621,72		
041	Opérations d'ordre patrimoniales	77 007,14	2 035 664,00	1 102 155,93	54,14%	
	Dépenses d'ordre	419 208,25	2 035 664,00	2 631 777,65	129,28%	
	Total Dépenses d'Investissement	4 435 414,83	26 603 460,00	10 685 068,03	40,16%	4 721 991,00

Les dépenses réelles d'investissement se sont élevées à 8,05 M€.

Le remboursement du capital de la dette s'établit à 992 k€ en 2016 contre 981 k€ en 2015. Aucun emprunt nouveau n'ayant été souscrit en 2016, l'encours de dette diminue de 4,39 M€ au 31 décembre 2015 à 3,39 M€ fin 2016.

Le ratio de capacité de désendettement (encours de dette sur capacité d'autofinancement) s'établit désormais à moins de 4 mois (0,31), traduisant un très faible endettement du Syndicat.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 7,06 M€, dont 5,36 M€ pour le réseau de transports urbains (chapitres 20, 204 et 21) avec :

- la réalisation d'une enquête origine-destination (138 k€),
- des travaux d'aménagement du dépôt de bus (120,5 k€),
- l'installation de sanitaires pour les chauffeurs aux terminus des lignes (58,5 k€),
- et surtout l'acquisition de 9 nouveaux véhicules standards avec leurs équipements (livrées, SAE, vidéosurveillance et radios) pour 4,6 M€.

Concernant le chapitre 23 (immobilisations en cours), les travaux et études de voirie se sont élevés à 439 k€ dont 319 k€ pour la création d'un couloir entre Maignon et Girouette et les avances sur commandes (correspondant à l'achat des 9 véhicules) à 89 k€.

Sur le plan des infrastructures, on note les investissements liés au projet Tram'bus (1,16 M€) représentant essentiellement de la Maîtrise d'œuvre (863 k€), des études (65 k€) et de la communication (50 k€).

2. RECETTES D'INVESTISSEMENT

chap		CA 2015	Total voté 2016	CA 2016	Taux réalisation	RAR 2016
001	Résultat d'investissement reporté	5 076 028,65	8 321 822,96	8 321 822,96	100,00%	0,00
1068	Excédent de fonctionnement reporté	4 609 589,47	5 581 318,57	5 581 318,57	100,00%	0,00
10222	FCTVA	0,00	13 100,00	0,00	0,00%	13 100,00
024	Produits des cessions	0,00	2 400,00	0,00	0,00%	0,00
13	Subventions	190 128,94	500 000,00	1 610 474,05	322,09%	0,00
16	Emprunts d'équilibre					
23	TVA TCSP	0,00	573 664,00	0,00	0,00%	573 664,00
27	Autres immobilisations financières	72 972,26	1 841 462,47	820 112,67	44,54%	363 298,00
Recettes réelles		4 872 690,67	16 833 768,00	8 011 905,29	47,59%	950 062,00
021	Virement de la section de fonctiont	0,00	5 304 143,00	0,00	0,00%	
040	Opérations d'ordre - Amortissement	2 731 511,33	2 429 885,00	3 970 327,07	163,40%	
041	Opérations d'ordre patrimoniales	77 007,14	2 035 664,00	1 102 155,93	54,14%	
Recettes d'ordre		2 808 518,47	9 769 692,00	5 072 483,00	51,92%	
Total Recettes d'Investissement		12 757 237,79	26 603 460,00	21 406 211,25	80,46%	950 062,00

Outre le résultat d'investissement reporté de 2015 (8,32 M€) et l'excédent de fonctionnement 2016 capitalisé (5,58 M€), les recettes réelles correspondent aux versements de subventions de l'Etat, de l'ACBA et du Conseil Départemental 64 pour le projet Tram'bus (1,61 M€) d'une part, et à la récupération par le biais du délégataire de la TVA acquittée sur les investissements mis à disposition (820 k€) d'autre part.

Conformément aux prévisions, et grâce à un important autofinancement, aucun emprunt n'a été mobilisé sur l'exercice.

Les recettes d'ordre correspondent à l'amortissement des immobilisations (3,97 M€) et aux opérations patrimoniales (1,1 M€).

3. SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le solde d'investissement de l'exercice est positif de 10 721 143,22 €.

En tenant compte des restes à réaliser (4,72 M€ en dépenses et 0,95 M€ en recettes), le solde d'investissement s'élève à + 6 949 214,22 €, ce qui conduit à un résultat global, toutes sections confondues, de +15 326 364,68 €.

Conformément à l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales, après avoir porté à la connaissance de l'assemblée les résultats et les éléments significatifs du compte administratif 2016, Monsieur le Président fait procéder au vote.

Nota : En application de l'article L.2121-14 du CGCT, le Président, ordonnateur de la collectivité, ne peut pas présider la séance de l'assemblée au cours de laquelle est présenté son compte administratif, ni participer au vote sauf lorsque le compte administratif débattu relève exclusivement des opérations effectuées par un précédent président, il n'y a pas lieu d'élire un président spécial de séance, celle-ci pouvant être présidée par le président actuellement en fonction.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°5 : AFFECTATION DES RESULTATS.

En application de l'article L 2311-5 du code général des collectivités territoriales, les résultats de l'exercice 2016 ont été repris par anticipation au budget primitif 2017, le 12 avril dernier.

Les résultats ont été définitivement arrêtés lors de cette séance avec le vote du compte administratif.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, il y a lieu d'affecter le résultat de fonctionnement 2016 définitif, qu'il y ait ou pas différence avec la reprise anticipée des résultats.

Les résultats définitifs 2016 sont strictement conformes aux résultats repris par anticipation, et sont les suivants :

	Reprise anticipée (BP 2017)	Résultat définitif	Différence
Recettes de fonctionnement	32 674 060,49 €	32 674 060,49 €	0,00
Dépenses de fonctionnement	24 296 910,03 €	24 296 910,03 €	0,00
Résultat de fonctionnement 2016 cumulé	+ 8 377 150,46 €	+ 8 377 150,46 €	0,00
Recettes d'investissement	13 084 388,29 €	13 084 388,29 €	0,00
Dépenses d'investissement	10 685 068,03 €	10 685 068,03 €	0,00
Solde d'investissement 2015 reporté (001)	+ 8 321 822,96 €	+ 8 321 822,96 €	0,00
Solde d'investissement 2016 cumulé	+ 10 721 143,22 €	+ 10 721 143,22 €	0,00
Montant des Restes à Réaliser 2016			
Recettes	950 062,00 €	950 062,00 €	0,00
Dépenses	4 721 991,00 €	4 721 991,00 €	0,00
	- 3 771 929,00 €	- 3 771 929,00 €	0,00
Solde d'investissement cumulé après restes à réaliser	+ 6 949 214,22 €	+ 6 949 214,22 €	0,00
Résultat global cumulé après restes à réaliser	+ 15 326 364,68 €	+ 15 326 364,68 €	0,00

L'excédent de fonctionnement définitif s'élève à **8 377 150,46** euros. Conformément à l'instruction M14, il doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Le solde d'investissement 2016 après restes à réaliser étant positif de **6 949 214,22** euros, il n'est pas obligatoire d'affecter cet excédent en réserves.

Comme lors de la reprise anticipée, il vous est proposé, d'affecter l'intégralité de l'excédent de fonctionnement en réserves complémentaires (compte 1068).

L'équilibre serait alors le suivant :

	Reprise anticipée (BP 2017)	Résultat définitif	Différence
Résultat fonctionnement à affecter	8 377 150,46	8 377 150,46	0,00
R 1068 INVEST Obligatoire	0,00	0,00	0,00
R 1068 Complémentaire	8 377 150,46	8 377 150,46	0,00
Report à nouveau R002 FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
Solde d'investissement R 001	10 721 143,22	10 721 143,22	0,00
RAR dépenses	4 721 991,00	4 721 991,00	0,00
RAR recettes	950 062,00	950 062,00	0,00
BILAN FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
BILAN INVESTISSEMENT	+ 15 326 364,68	+ 15 326 364,68	0,00

La proposition d'affectation ne différant pas de la reprise anticipée, aucune modification des inscriptions effectuées par anticipation au budget primitif n'est ainsi nécessaire.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°6 – TARIFICATION CHRONOPLUS ET AMENDES – ANNEE 2017

Conformément à l'article 7 de la Loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation sur les transports intérieurs (LOTI), il appartient aux Autorités Organisatrices de Transports d'homologuer et de fixer les tarifs applicables pour les services de transports. En effet, la loi précise que « *la politique tarifaire est définie par l'autorité compétente de manière à obtenir l'utilisation la meilleure, sur le plan économique et social, du système de transport correspondant* ».

L'article 43 du décret n°85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes dispose que « les tarifs des transports urbains, des services publics réguliers et des services publics à la demande de transports routiers non urbains de personnes sont fixés ou homologués par l'autorité compétente conformément à la procédure définie par la convention passée entre celle-ci et l'entreprise (...) ».

Le code général des collectivités territoriales (conditions d'exécution des DSP) indique que l'affichage des prix pratiqués auprès des usagers s'applique aux services délégués, conformément aux dispositions issues de l'ordonnance n°86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence (codifiées au livre IV du Code du Commerce). Il appartient donc au Syndicat des Transports de délibérer chaque année sur les prix qui seront pratiqués sur le réseau Chronoplus et appliqués dans le cadre de la DSP avec Keolis Côte Basque-Adour.

En vertu de l'article 32.1 du contrat de Délégation de Service Public, le délégataire Keolis Côte Basque-Adour « *est autorisé à percevoir, au nom et pour le compte de l'Autorité Organisatrice et dans le cadre d'un mandat de gestion prévu en annexe 32 du présent contrat, des recettes auprès des usagers sur la base des tarifs applicables en vigueur* ». Aussi, l'article 33 du contrat de Délégation de Service Public précise que le délégataire s'engage sur un niveau d'objectif de recettes, sur la base de la grille tarifaire annexée au contrat de Délégation de Service Public (Annexe n°8). Toute(s) modification(s) de la grille tarifaire entraînerait une modification de l'engagement annuel de recettes (article 32.4).

La grille tarifaire applicable pour l'année 2017 est similaire à celle définie dans le contrat de Délégation de Service Public. La présente délibération vient repréciser les prix, les modalités d'utilisation et les conditions d'accès des usagers à chaque titre (cf. annexe n°1 avec tableau récapitulatif).

L'ensemble des titres de transports en vigueur sur le réseau Chronoplus doit faire l'objet d'une validation à chaque montée dans le véhicule.

1. Titres magnétiques

• Ticket 1 voyage : 1 €

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport n'est valable qu'une heure après la première validation (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente à bord des bus uniquement.

• Ticket 24 heures : 2 €

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable en libre circulation durant 24 heures après la première validation (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente à bord des bus, dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans l'ensemble des relais Chronoplus.

• Ticket 10 voyages : 8 €

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable pour 10 voyages d'une heure après la première validation. Il est possible de voyager à plusieurs avec le même ticket en validant autant de fois que de passagers, à chaque montée, y compris en correspondance (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans l'ensemble des relais Chronoplus.

- **Ticket 7 jours : 11 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable durant 7 jours après la première validation (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans l'ensemble des relais Chronoplus.

2. Cartes d'abonnements

2.1. Abonnements « Tout Public »

- **1 mois : 30 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} au dernier jour du mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **12 mois : 300 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **Été : 30 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} juillet au 31 août de chaque année. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz).

2.2. Abonnements « Jeunes » (6 à 25 ans ou étudiants)

- **1 mois : 16 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} au dernier jour du mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 1 mois « jeune » disparaît à la

date anniversaire des 26 ans de l'abonné (sauf s'il peut prouver son statut d'étudiant (carte d'étudiant ou certificat d'inscription dans un établissement d'études supérieures en cours de validité).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **3 mois : 45 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable trois mois du 1^{er} au dernier jour des trois mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 3 mois « jeune » disparaît à la date anniversaire des 26 ans de l'abonné (sauf s'il peut prouver son statut d'étudiant (carte d'étudiant ou certificat d'inscription dans un établissement d'études supérieures en cours de validité).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **10 mois : 130 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable dix mois du 1^{er} au dernier jour des dix mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 10 mois « jeune » disparaît à la date anniversaire des 26 ans de l'abonné (sauf s'il peut prouver son statut d'étudiant (carte d'étudiant ou certificat d'inscription dans un établissement d'études supérieures en cours de validité)).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **12 mois : 150 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 12 mois « jeune » disparaît à la date anniversaire des 26 ans de l'abonné (sauf s'il peut prouver son statut d'étudiant (carte d'étudiant ou certificat d'inscription dans un établissement d'études supérieures en cours de validité)).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

2.3. Abonnements « Senior » (plus de 65 ans)

- **1 mois : 25 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} au dernier jour du mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

- **12 mois : 250 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et rechargeable également dans certains relais Chronoplus.

2.4. Abonnements « Scolaire »

- **Annuel : 45 € (familles non imposables) – 100 € (familles imposables)**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} jour de la rentrée scolaire (Août/Septembre suivant calendrier scolaire de la Zone C) au dernier jour de l'année scolaire (Juin/Juillet suivant calendrier scolaire de la Zone C). Le nombre de voyages est illimité.

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz).

- **Semestriel : 32 € (familles non imposables) – 68 € (familles imposables)**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} janvier de chaque année au dernier jour de l'année scolaire (Juin/Juillet suivant calendrier scolaire de la Zone C). Le nombre de voyage est illimité.

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz).

- **3^{ème} Trimestre : 16 € (familles non imposables) – 34 € (familles imposables)**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} avril de chaque année au dernier jour de l'année scolaire (Juin/Juillet suivant calendrier scolaire de la Zone C). Le nombre de voyages est illimité.

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz).

3. Titres combinés

Ces titres de transports permettent d'utiliser l'ensemble des lignes du réseau Chronoplus et 6 lignes du réseau Transports 64 Interurbains du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques (811-812-813-814-815-816).

- ***Ticket 24 heures : 5 €***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable en libre circulation durant 24 heures après la 1^{ère} validation (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente à bord des bus, dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) ainsi qu'à bord des cars et dans les bureaux de vente des entreprises assurant l'exploitation des 6 lignes du réseau Transports 64.

- ***Abonnement mensuel « Jeunes » : 21 €***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} au dernier jour du mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 1 mois « jeune » combiné disparaît à la date anniversaire des 26 ans de l'abonné.

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans les bureaux de vente des entreprises assurant l'exploitation des 6 lignes du réseau Transports 64.

- ***Abonnement annuel « Jeunes » : 190 €***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Le droit à recharger un abonnement 12 mois « jeune » combiné disparaît à la date anniversaire des 26 ans de l'abonné.

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans les bureaux de vente des entreprises assurant l'exploitation des 6 lignes du réseau Transports 64.

- ***Abonnement mensuel « Tout Public » : 40 €***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable du 1^{er} au dernier jour du mois. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans les bureaux de vente des entreprises assurant l'exploitation des 6 lignes du réseau Transports 64.

- ***Abonnement annuel « Tout Public » : 400 €***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz) et dans les bureaux de vente des entreprises assurant l'exploitation des 6 lignes du réseau Transports 64.

4. Divers

4.1. *Titres spéciaux*

- ***Ticket de Groupe : 1,15 € par personne***

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable pour un aller-retour dans la journée avec correspondances possibles (hors nuits des Fêtes de Bayonne). Il est réservé aux organismes scolaires, périscolaires, culturels ou de loisirs (âge des membres du groupe de 20 ans maximum). Il est valable pour un groupe de 10 à 35 personnes maximum.

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement au siège de Chronoplus (Chemin de la Marouette – Bayonne).

- **Abonnement annuel AKCS : 10 € (mercredi ou samedi) – 20 € (mercredi et samedi)**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport annuel est valable uniquement durant la période scolaire (suivant calendrier scolaire de la Zone C). Cet abonnement est réservé aux associations culturelles et sportives pour les déplacements dans le cadre de leurs activités avec des jeunes de 6/20 ans.

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement au siège de Chronoplus (Chemin de la Marouette – Bayonne).

- **Pass Entreprise Annuel : 400 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport annuel est réservé aux entreprises/administrations pour leurs déplacements professionnels. Ce titre est non personnel et disponible pour l'ensemble des salariés des entreprises/administrations. Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyages est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement au siège de Chronoplus (Chemin de la Marouette – Bayonne).

- **Pass Pro Annuel : 270 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport annuel est destiné aux salariés des entreprises/administrations. Ce titre de transport est personnel et nominatif contrairement au Pass Entreprise. Il est utilisable par le salarié pour ses déplacements professionnels et personnels. Ce titre de transport est valable 12 mois à partir de la 1^{ère} validation. Le nombre de voyage est illimité (hors nuits des Fêtes de Bayonne).

Lieux de vente : Ce titre est en vente uniquement au siège de Chronoplus (Chemin de la Marouette – Bayonne).

- **Ticket Aller « Fêtes de Bayonne » : 4 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable uniquement les 5 soirs des Fêtes de Bayonne à partir de 20h30 jusqu'à la fin du service de nuit sur les lignes desservant l'évènement. Ce titre est valable pour un aller ou un retour. Le titre est différent chaque soir et n'est utilisable que pour la date indiquée sur ce dernier.

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les bus à l'aller, dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz), dans plusieurs points de vente spéciaux répartis sur les communes et dans certains points relais Chronoplus.

- **Ticket Aller/Retour « Fêtes de Bayonne » : 6 €**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable uniquement les 5 soirs des Fêtes de Bayonne à partir de 20h30 jusqu'à la fin du service de nuit sur les lignes desservant l'évènement. Ce titre est valable pour un aller et un retour. Le titre est différent chaque soir et n'est utilisable que pour la date indiquée sur ce dernier.

Lieux de vente : Ce titre est en vente dans les bus à l'aller, dans les deux kiosques Chronoplus (Bayonne et Biarritz), dans plusieurs points de vente spéciaux répartis sur les communes et dans certains points relais Chronoplus.

4.2. Titres gratuits

- **Gratuité enfants**

Modalités d'utilisation : La gratuité du réseau Chronoplus est octroyée aux enfants jusqu'à 5 ans inclus.

Pour les enfants de 6 à 10 ans accompagnés d'un adulte muni d'un titre de transport valide (maximum 5 enfants), la gratuité est octroyée uniquement les samedis, dimanches et jours fériés. Il appartient alors au conducteur de remettre un titre 1 voyage « enfant gratuit » à chaque enfant pour validation.

- **Pass'Adour**

Modalités d'utilisation : Ce titre de transport est valable uniquement entre les arrêts « Bayonne Gare/Alsace Lorraine » - « Echauguette » et « Bayonne Mairie » en empruntant n'importe quelle ligne du réseau Chronoplus. Il est délivré sous forme d'un titre carnet 10 voyages. Son utilisation en dehors de ces 3 arrêts est interdite. Ce titre est financé en totalité par la ville de Bayonne.

Lieux de vente : Ce titre est disponible et distribué à la Mairie de Bayonne et au parking de la Gare de Bayonne.

La liste des relais Chronoplus est disponible sur le site internet de Chronoplus : www.chronoplus.eu

Conformément au règlement d'exploitation et à la lutte contre la fraude définis dans le contrat de Délégation de Service Public avec Keolis (articles 20 et 21.4 – annexe n°15), il appartient au délégataire de procéder aux contrôles et aux recouvrements des sommes des usagers en situation d'infraction et de procéder à la mise à jour du barème des indemnités forfaitaires chaque 1^{er} janvier. Ces indemnités ont été fixées par plusieurs articles de loi :

- Article 529-4 du Code de procédure pénale : « pour les contraventions des quatre premières classes à la police des services publics de transports ferroviaires et des services de transports publics de personnes, réguliers et à la demande, constatées par les agents assermentés de l'exploitant, l'action publique est éteinte, (...), par une transaction entre l'exploitant et le contrevenant » ;

- Article 529-4 du Code de procédure pénale : « la transaction est réalisée par le versement à l'exploitant d'une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, de la somme due au titre du transport (...) » ;

- Article 80-4 du décret du 22 mars 1942 : il fixe le montant de ces indemnités forfaitaires (calculé et arrondi aux 0,76 € immédiats supérieurs) selon les infractions commises, en fonction soit du « module tarifaire de la RATP (= prix d'un billet de seconde classe vendu par carnet au tarif normal sur le réseau de la RATP), soit du billet correspondant à un trajet de 100 kilomètres en seconde classe sur le réseau de la SNCF ». Le montant des indemnités forfaitaires est donc revalorisé à chaque évolution du module tarifaire de la RATP ou du prix du billet de la SNCF.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le module tarifaire de la RATP a été modifié et il convient donc de prendre en compte cette revalorisation des indemnités forfaitaires du réseau Chronoplus.

Le tableau suivant reprend ces éléments :

INFRACTIONS – Barème au 1^{er} janvier 2017

INFRACTIONS	Coût	INFRACTIONS	Coût
Sans Titre	51,50 €	Défaut de carte d'abonnement	51,50 €
Titre non valide	34,50 €	Titre ou carte falsifié, déchiré, illisible	51,50 €
Non-respect du Règlement d'Exploitation (dont prêt de carte)	51,50 €	Horaire de correspondance dépassé	34,50 €
Défaut de justificatif de réduction	34,50 €	Titre utilisé hors période de validité	34,50 €
Intervention de la Police	150,00 €	Infraction aggravée	150,00 €
Personne fumant dans l'autobus	51,50 €		
Insultes aux contrôleurs ou aux conducteurs : dépôt de plainte			

Le Comité syndical est invité à approuver la grille tarifaire 2017 et le barème des amendes mis à jour à compter du 1^{er} janvier 2017.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°7 : EVOLUTION DU RESEAU CHRONOPLUS « ETE ».

Depuis le 1^{er} avril 2017, le Syndicat des Transports a confié la gestion et l'exploitation du réseau Chronoplus à Keolis Côte Basque-Adour (KCBA) dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) courant jusqu'au 31 décembre 2023.

En parallèle de la définition de l'offre de service, le Syndicat des Transports garde son rôle de décideur dans l'organisation des itinéraires des lignes actuelles ou la création de nouvelles lignes.

Le Syndicat des Transports a débuté depuis février 2017 le vaste chantier d'aménagement de la ligne 1 du Tram'Bus de Bayonne à Biarritz. Les travaux de cette ligne s'achèveront en juin 2019. D'ici là, il est proposé de maintenir autant que possible le réseau Chronoplus dans son organisation actuelle afin de limiter la perte de clientèle que ce soit en période scolaire ou période estivale. En effet, le Syndicat des Transports et Chronoplus doivent s'assurer qu'au cours des 2 années à venir, les usagers soient le moins pénalisés dans leur parcours au travers d'une offre de service adaptée et la plus cohérente possible à leurs habitudes.

1. Rappel des dispositions contractuelles

Le nouveau contrat de DSP définit de nouvelles règles pour les modifications d'offres de services qui doivent simplifier la gestion technique et financière du Syndicat des Transports (art. 14.3, 14.4 et 37.1.2 du contrat de DSP) :

- possibilité d'adaptation de l'offre dans la limite de + ou - 1% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle, à moyens constants en véhicules, **sans qu'il n'y ait de modifications des conditions financières du contrat** ;
- possibilité d'adaptation de l'offre dans la limite de - 5% à - 1% et de + 1% à + 5% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle **mais application sur ces kilomètres de coûts complémentaires contractuels** ;
- possibilité d'adaptation de l'offre en-deçà de - 5% et au-delà de + 5% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle **mais dans ce cadre une révision des conditions financières du contrat sera prévue sous forme d'avenant.**

Au-delà du seuil de 1% visé précédemment, le Délégataire est indemnisé des moyens supplémentaires nécessaires à la réalisation de l'offre, qu'à la seule condition qu'ils aient été mis à disposition du service par ce dernier.

Avant d'atteindre le seuil de + ou - 5% du volume kilométrique prévisionnel annuel, il est proposé de maintenir le fonctionnement habituel d'approbation du Conseil Syndical sur l'ensemble des modifications d'offres intervenant sur le réseau Chronoplus. Une délibération sera présentée avant chaque évolution d'offre et un bilan annuel sera présenté aux élus pour voir l'évolution du volume kilométrique annuel et les éventuels coûts qui en découleraient.

2. Modifications Réseau « Eté » 2017

Les évolutions du réseau « Eté » 2017 concernent les lignes suivantes :

- **Ligne C – SPI C.Cial Ametzondo / Bidart Uhabia – Bidart Izarbel**

En lien avec les modifications déjà apportées en septembre 2016, il est proposé d'ajouter 7 courses de 21h30 à 23h30 entre le centre-ville de Bayonne et la zone commerciale d'Ametzondo pour permettre les retours des clients des restaurants et des salariés du site. La fréquence de la ligne C serait identique à l'Hiver à savoir un bus toutes les 30 minutes, connecté à la ligne N.

- **Lignes 13 + L (nuit) – Bidart Uhabia / Biarritz Mairie**

En lien avec une nouvelle organisation plus performante de la ligne de nuit L ou Littorale, Chronoplus propose d'optimiser l'offre de service de la ligne 13 en enlevant une course dans le sens Biarritz Mairie / Bidart Uhabia.

Sans aucune modification de service pour les usagers, cette nouvelle construction des lignes 13 et L devrait permettre de maintenir la fréquence de 30/35 minutes de 07h00 matin à 05h00 du matin 7 jours sur 7 durant toute la période estivale.

- **Ligne 16 – Boucau Gare / Tarnos Grimaud – Tarnos Métro**

En lien avec les modifications déjà apportées en septembre 2016, il est proposé de dévier 8 courses pour assurer les prises et fins de services des salariés de l'usine Safran-Turboméca. L'impact pour les usagers sera de seulement 2 à 3 minutes, mais cette offre permet de pérenniser le service mis en place durant la période scolaire pour les salariés de Safran-Turboméca domiciliés à proximité de la ligne 16.

- **Navette Iraty – Biarritz P+R Iraty / Biarritz Jardin Public**

La navette gratuite entre le parking de la Halle d'Iraty et le centre-ville de Biarritz a connu un réel succès l'été dernier pour sa 1^{ère} année de mise en place. Près de 34 625 passagers ont été transportés, soit en moyenne 760 usagers/jour qui ont laissé leur voiture aux portes de la ville de Biarritz.

Cette année, le nouveau contrat de DSP prévoit que la navette Iraty circule durant toute la période estivale. Il est proposé d'améliorer la navette qui fonctionne 7 jours sur 7 en étendant son service dès 08h45 afin d'offrir un service plus attractif aux commerçants et à leurs salariés. Pour rappel, la navette circulait de 10h00 à 23h00 en 2016. Cet élargissement de l'amplitude horaire augmente le nombre de courses de la navette : + 10 courses.

- **Navette Océane – Anglet Chambre d'Amour / Anglet Mirambeau**

La fermeture du parking Minerva à Anglet en lien avec le projet immobilier d'HSA oblige les services du Syndicat des Transports et de la ville d'Anglet à trouver un nouveau site pour accueillir un parking-relais pour rejoindre les plages angloises.

La ville d'Anglet a retenu le parking du lycée Cantau pour lequel des aménagements légers vont être réalisés pour permettre le stationnement et la circulation des bus. La commune s'est engagée à mettre en place un jalonnement important pour inciter les automobilistes à rejoindre ce parking qui est « vide » l'été.

La conséquence est un allongement du volume kilométrique puisque la longueur de la ligne est rallongée, sans pour autant diminuer son offre de service. Il est donc proposé de modifier l'organisation de la navette Océane sur ce secteur. En parallèle, Chronoplus s'engage à mettre en place des bus plus modernes.

- **Service Flexo Nuit**

En lien avec la volonté régulière de renforcer les services de nuit (trafic croissant chaque année), il est proposé d'améliorer le service de retour garanti aux habitants situés en dehors des 3 lignes estivales de nuits (N, P et L) pour leur permettre de rentrer chez eux jusqu'à 05h00 du matin avec un bus connecté à la ligne N.

Il est proposé de renforcer ce service qui s'appellera « Flexo Nuit » pour la saison estivale 2017 par rapport à 2016 (Boucau – Tarnos – SPI et Bayonne Rive-droite) avec de nouveaux secteurs desservis : Hauts de Bayonne (Séqué et Arroussets) et Anglet. Il s'agirait donc de 3 véhicules : 2 à « Bayonne Mairie » et 1 à « Anglet Bernain »
Ils ramèneront les usagers noctambules à l'arrêt le plus proche de leur domicile.

3. Service TPMR : une forte amélioration

Le nouveau contrat de DSP avec Keolis Côte Basque Adour prévoit une nouveauté majeure à compter du **3 juillet 2017** pour les personnes à mobilité réduite ne pouvant utiliser le réseau régulier.

En effet, il existe depuis plusieurs années un service TPMR (*Transport pour les personnes à mobilité réduite*) peu connu des usagers et dont le service est peu incitatif :

- Lundi à vendredi de 07h30 à 12h00 et de 13h30 à 19h00
- Samedi de 08h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h30.

Outre la mise en place d'une nouvelle centrale de réservation, d'une plaquette d'information et d'un raccourcissement du délai de réservation, la grande nouveauté de l'offre de Keolis pour les personnes bénéficiant de ce service (réservé aux titulaires d'une carte d'invalidité à 80% et les non-voyants) est l'élargissement de l'amplitude horaire du service et un fonctionnement élargi au dimanche :

- Lundi à samedi de 07h30 à 19h30 (sans interruption)
- Dimanche de 09h00 à 19h00 (sans interruption)

Il s'agit donc d'une volonté majeure du Syndicat des Transport et de Chronoplus d'améliorer grandement les possibilités de déplacement des personnes en situation de handicap. Une campagne de communication accompagnera ces changements.

L'ensemble de ces évolutions et engagements sont prévus au contrat de DSP et donc aucun surcoût financier n'est à prévoir sur ce sujet.

Les évolutions du réseau Chronoplus présentées ci-dessus restent dans un volume d'augmentation d'offre compris entre **0 et + 1%** de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle, et ne nécessitent pas la mise à disposition de moyens supplémentaires en véhicules. Il n'y aura donc aucun impact financier pour le Syndicat des Transports.

Un bilan détaillé sera présenté fin 2017 au Conseil Syndical. Cependant, il convient d'approuver dès à présent l'organisation estivale proposée afin de permettre au délégataire KCBA et aux services du Syndicat des Transports de finaliser l'offre estivale, de préparer les plannings des conducteurs et de lancer la campagne de communication.

Le Comité syndical est invité à donner son accord pour la mise en place du **3 juillet 2017** au **3 septembre 2017** (inclus) du réseau Chronoplus « Été » et de ses évolutions.

ADOpte A L'UNANIMITE

Eric BONNAMY se réjouit des évolutions faites sur le réseau été, notamment aux parkings relais d'Iraty, Cantau et Aguiléra qui vont permettre d'alléger l'accès au centre-ville de Biarritz et aux plages d'Anglet. L'offre nocturne permet de desservir beaucoup d'usagers avec les lignes Noctoplus, Paseo complétées par Flexobus. Cependant, trois lignes existent alors que deux seraient suffisantes parce que la ligne littorale est doublée sur une partie de son trajet par la ligne Paséo. Ceci engendrerait des économies et rendrait le réseau plus lisible. De plus, en journée, les lignes 10 et 13 sont également doublées par la navette gratuite qui ne semble pas indispensable.

Claude OLIVE répond que sur le dernier point, c'est au maire de Biarritz de prendre la décision de suspendre la navette gratuite. Concernant le doublon des lignes du littoral, pour continuer sur Bidart, la ligne 13 est nécessaire.

OJ N°8 : PROJET TRANSFRONTALIER « EMOBASK - TRANSPORTS URBAINS FACILES, INTEGRES ET DURABLES DANS L'EUROCITE BASQUE » : PRESENTATION ET ADOPTION DU PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET ET DEMANDE DE SUBVENTION AU PROGRAMME EUROPEEN DE COOPERATION TERRITORIALE POCTEFA 2014-2020.

1. Contexte :

La compagnie de bus urbains de San Sebastian DBUS, le Syndicat des transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour (STACBA) et l'Autorité organisatrice des transports du Gipuzkoa (ATTG) ont souhaité pérenniser les collaborations transfrontalières entamées en travaillant notamment sur l'information voyageurs, la billettique interopérable et les solutions de mobilité électrique.

Toutes ces thématiques étant éligibles à l'axe 4 du programme européen de coopération territoriale France-Espagne-Andorre POCTEFA 2014-2020 intitulé « favoriser la mobilité des biens et des personnes », DBUS, le STACBA et ATTG ont décidé de présenter une candidature commune au 2^e appel à projets du programme lancé en novembre 2016. C'est ainsi que le projet « EMOBASK pour des transports publics urbains faciles, intégrés et durables dans l'Eurocité Basque » est né. D'un budget global de 2.2M€, EMOBASK se fixe 3 grands objectifs pour les 3 années à venir (2018-2020) :

- Développer une information-voyageurs plus accessible, trilingue, à travers les différents supports de communication disponibles des 3 partenaires.
- Mettre en place une billettique intégrée et la possibilité d'utiliser directement la carte bancaire comme titre de transport.
- Echanger sur la mise en circulation de bus électriques et la réduction des émissions de carbone des véhicules existants.

Présélectionnés à l'issue de la 1^e phase de l'appel à projets en avril 2017, les partenaires d'EMOBASK doivent présenter une candidature complète dans le cadre de la 2^e phase de l'appel à projets ouverte jusqu'au 31 mai 2017. La sélection définitive des projets qui seront cofinancés par le POCTEFA sera réalisée en novembre 2017.

2. Composition du partenariat transfrontalier :

Le projet transfrontalier EMOBASK mobilise 3 acteurs incontournables de la mobilité urbaine transfrontalière de l'Eurocité basque Bayonne-San Sebastián :

- DBUS (chef de file du projet) : compagnie gestionnaire du transport urbain public de la ville de San Sebastián.
- ATTG : Autorité Territoriale du Transport du Gipuzkoa. Regroupant la Diputación Foral du Gipuzkoa, le Gouvernement Basque et les principales villes du Gipuzkoa, elle est dotée de compétences liées à la planification stratégique, l'interopérabilité, la tarification et billettique et aux systèmes d'information.
- Le STACBA : Autorité organisatrice des transports urbains de l'Agglomération bayonnaise.

3. Contenu du projet :

Coordonné par DBUS, le projet EMOBASK est composé de 7 actions :

- Action 1 : Préparation du projet
- Action 2 : Gestion et coordination du projet
- Action 3 : Communication et diffusion du projet
- Action 4 : Information aux voyageurs des transports publics
- Action 5 : Interopérabilité billettique entre les systèmes de transports publics
- Action 6 : Electro-mobilité et amélioration de l'efficacité énergétique des transports publics
- Action 7 : Evaluation du projet.

Le STACBA pilotera notamment les actions suivantes :

- Communication et diffusion du projet : élaboration du plan de communication, développement d'un site internet dédié, organisation d'événements, réalisation de vidéos et autres supports de communication.
- Information aux voyageurs des transports publics : étude et plan d'amélioration de l'information transfrontalière, traduction trilingue de tous les moyens et supports d'information pertinents, installation de nouveaux matériels d'information dynamique aux arrêts et à bord des véhicules, projet-pilote d'information transfrontalière à destination spécifique des touristes et personnes se rendant à de grands événements sur le territoire (culturels, sportifs, festivals,...).

Il participera également de façon active aux actions suivantes :

- Interopérabilité billettique entre les systèmes de transports publics (pilotée par ATTG) : l'objectif de cette action est de permettre aux habitants guipuzcoans et de l'agglomération bayonnaise de voyager sur les réseaux de transport public urbains des deux côtés de la frontière avec leur carte de transport habituelle mais également de leur donner la possibilité de payer directement par carte bancaire (open-paiement).
- Electro-mobilité et amélioration de l'efficacité énergétique des transports publics (pilotée par DBUS) : réalisation d'analyses techniques et échanges d'expériences (efficacité et impact des autobus 100% électriques, système EkoBus, système start & stop,...).

4. Calendrier prévisionnel :

Le projet démarrera en janvier 2018 et s'achèvera fin 2020. Il se déroulera sur une durée de 3 ans.

5. Budget prévisionnel estimatif et demande de subvention :

Le projet a un budget prévisionnel global de **2 234 780 €** dont :

- 987 510 € de dépenses réalisées par le STACBA
- 755 245 € de dépenses effectuées par DBUS
- 492 025 € de dépenses opérées par ATTG.

Ces dépenses sont subventionnables par le FEDER au titre du POCTEFA à hauteur de **65%**, soit **1 452 607€** au global et **641 881€ pour les dépenses réalisées par le STACBA**.

A ce titre et en vue du dépôt de la demande de subvention FEDER, le Comité Syndical des transports est invité à s'engager à réaliser le projet EMOBASK selon le plan de financement suivant :

Dépenses subventionnables en € HT du STACBA		Recettes en € HT	
Préparation du projet	6276	FEDER - POCTEFA	641 881,50
Gestion du projet	2430		
Communication et diffusion du projet	130 734		
Information aux voyageurs	352 350		
Interopérabilité billettique	432 540	Autofinancement	345 628,50
Electro-mobilité et amélioration de l'efficacité énergétique des transports publics	63 180		
Total	987 510	Total	987 510

Pour information la répartition du budget global du projet EMOBASK est la suivante :

Dépenses en € HT		Recettes en € HT	
STACBA	987 510	FEDER - POCTEFA	1 452 607
DBUS	755 245	Autofinancement	782 173
ATTG	492 025		
TOTAL	2 234 780	TOTAL	2 234 780

Le Comité syndical est invité à autoriser le Président à déposer le dossier de demande de subvention ainsi que toutes les démarches nécessaires auprès de la Communauté de Travail des Pyrénées, Autorité de Gestion du POCTEFA 2014-2020 et des autorités compétentes.

ADOpte A L'UNANIMITE

Eric BONNAMY souhaite évoquer les problèmes sur la ligne de train Bayonne – Saint-Jean-Pied-de-Port et Bayonne-Hendaye. Il souligne qu'il faut 22 minutes pour faire les 8 km entre Bayonne et Biarritz ce qui fait du 20 km/h alors que sur la ligne Bayonne – Bordeaux on roule à 320km/h. Le projet transfrontalier est très important, mais il est indispensable que les lignes régulières entre Bayonne et la frontière soient plus performantes.

Claude OLIVE pense que cette problématique doit être résolue par la SNCF.

Jean-René ETCHEGARAY précise qu'il est évident que la SNCF est défailante. La SNCF souhaite faire la preuve qu'une nouvelle ligne est nécessaire. Il est scandaleux que la SNCF Réseau ne fasse pas les travaux indispensables pour l'amélioration des lignes existantes qui couleraient bien moins cher que la réalisation d'une nouvelle voie sans compter le carnage écologique.

Il informe de son rendez-vous avec le président de la SNCF, **Guillaume PEPY**, le 22 juin prochain, à Paris, pour demander de faire les travaux nécessaires sur les voies existantes.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur **Claude OLIVE** remercie ses collègues et lève la séance à 09h16.